

■ Israël | Série (1/6)

En quête d'identité

► Le 14 juillet dernier, une jeune étudiante de Tel-Aviv décide de planter sa tente sur le boulevard Rothschild pour protester contre le coût du logement. C'est le début d'un gigantesque mouvement d'indignation populaire qui va agiter la rue israélienne pendant plusieurs mois.

Reportage Grégoire Comhaire
Envoyé spécial à Tel-Aviv et Jérusalem

On l'a connue bruyante, embouteillée et grouillante de monde. On l'a connue en travaux et transformée en tranchées pendant l'immense chantier qui devait y amener le très controversé "tramway". A Jérusalem "Jaffa street" s'offre désormais une nouvelle jeunesse. Les piétons l'occupent entièrement, ne s'écartant que pour laisser la place au tramway qui relie les quartiers ouest et est de la ville. Jaffa street, où il y a quelques semaines, une cinquantaine de personnes se sont retrouvées avec pancartes, calicots et haut-parleurs pour marcher ensemble vers la résidence du Premier ministre Benjamin Netanyahu, soutenues par les klaxons de nombreux automobilistes.

Il y a là des jeunes aux cheveux longs. Beaucoup de moins jeunes aussi. Des couples, des retraités, des familles... Tous ont en commun d'être les derniers rescapés d'une gigantesque vague d'indignation qui a occupé la rue israélienne durant tout l'été. Une vague d'indignation qui s'est essoufflée durant l'hiver, mais que les organisateurs aimeraient bien voir reprendre avec le retour des beaux jours, appelant à un grand rassemblement à Jérusalem, le 23 mai prochain.

Tout commence le 14 juillet dernier. Une jeune étudiante en cinéma, Dafni Leef, qui travaille comme serveuse pour payer ses études, est expulsée de son appartement par son propriétaire. Alors qu'elle cherche un nouveau logement, elle comprend vite qu'avec ses moyens, il lui sera quasiment impossible de trouver à se reloger à Tel-Aviv. Avec son amie Stav Shaffir, journaliste au quotidien "Yedioth Aharonot", elle décide alors d'aller dormir dans une tente sur le boulevard Rothschild, l'une des artères les plus branchées de la métropole israélienne.

Les deux jeunes femmes lancent un appel sur Facebook. En quelques jours, elles sont rejointes par des centaines de leurs concitoyens qui décident à leur tour de planter leur tente pour protester contre le coût de la vie et les problèmes de logement. "Le premier jour, la police est venue pour nous convaincre de partir car nous n'avions pas l'autorisation de camper là", se souvient Stav Shaffir. "Le hasard a voulu que cette interdiction coïncide avec l'adoption à la Knesset de la loi dite du "Boycott" qui criminalise les personnes appelant au boycott des colonies. Les gens y ont vu une menace contre la liberté d'expression et nous ont rejoint par centaines."

Deux semaines plus tard, on compte pas moins de 120 campements dans tout le pays. Des tentes sont dressées dans les parcs, occupées par une classe moyenne d'ordinaire silencieuse, qui se découvre soudainement une envie commune de hurler sa colère contre un Etat qui, disent-ils, "a cessé d'assumer le contrat social qui les lie à ses citoyens". Parmi eux, Déborah Lévy, 62 ans, née au Maroc et immigrée en

Épingle

Les fractures d'Israël

Jamais loin de l'actualité, Israël renvoie souvent d'elle-même l'image d'une société unie et déterminée face aux menaces auxquelles elle doit faire face. Mais la réalité est autrement plus complexe. Société plurielle, composée de multiples groupes aux intérêts parfois antagonistes, Israël est aussi un pays traversé de multiples lignes de fractures internes qui posent parfois la question de l'existence d'un socle identitaire commun. Durant une semaine, "La Libre" vous propose une plongée dans cette société riche et complexe, à la rencontre des hommes et des femmes qui la compose.

- **Ce lundi:** les kibboutz, l'utopie fondatrice de l'Etat, qui cherchent désormais à survivre.
- **Mardi:** l'Alyah, et la difficulté de certains migrants à trouver leur place dans leur nouveau pays.
- **Mercredi:** les Arabes israéliens, une minorité prise au piège par le conflit.
- **Jepudi:** les ultra-orthodoxes et l'opposition entre laïcs et religieux.
- **Vendredi:** les colons, pionniers pour certains, fossoyeurs de la paix pour d'autres.



Israël en 1952 avec ses parents. Dès le début du mouvement, un immense souffle d'espoir gagne son petit appartement des faubourgs de Jérusalem. Impossible pour elle de ne pas rejoindre la foule dehors. Avec sa fille, et les deux bébés de celle-ci, elles vont camper durant trois semaines dans une petite tente à Kyriat Yovel. "J'ai occupé 41 logements ces 27 dernières années" explique-t-elle. "Je n'en peux plus. Mes parents ont travaillé toute leur vie pour construire ce pays, et moi aussi. J'ai payé mes impôts, j'ai fait deux ans d'armée, j'ai fait tout ce qu'il fallait pour être une bonne citoyenne. Mais aujourd'hui, je suis dans le besoin et l'Etat me laisse sans ressources."

Très vite, le mouvement qui avait débuté sur les problèmes de logement débordait vers d'autres problématiques. "Dans les campements, on se mettait à parler d'éducation, de social, de tout ce qui n'allait plus dans le pays" poursuit Stav Shaffir. "Le logement n'était plus qu'un prétexte pour canaliser tout le mécontentement des citoyens." Le 3 septembre, 400 000 personnes défilent dans les rues de Tel Aviv sous le slogan de la "justice sociale". Du jamais vu dans un pays d'à peine 7 millions d'habitants, où l'essentiel du débat public est généralement focalisé sur les problèmes de sécurité.

L'ampleur du "mouvement des tentes" surprend les organisateurs eux-mêmes. Au plus fort de celui-ci, les sondages indiquent que 80% des Israéliens le soutiennent. Et dans le contexte des "Printemps arabes", des indignés de la Puerta del Sol et du mouvement Occupy Wall Street, certains observateurs concluent alors de manière hasardeuse que la vague d'indignation populaire a fini par atteindre les rivages de la Terre sainte. Mais les choses sont loin d'être aussi évidentes. "Il faut bien comprendre que la sociologie d'Israël est très particulière" explique Stav Shaffir. La société est divisée, traversée de multiples fractures internes, "et nous passons notre temps à nous battre l'un contre l'autre."

Parmi ces lignes de fracture, il y a celle qui oppose la gauche et la droite, divisées sur la question des colonies et sur la position à adopter vis-à-vis des Palestiniens. Il y a celle qui oppose les laïcs et les religieux, le morcellement ethnique d'un pays fondé par des immigrants venus d'horizons, de culture et de milieux sociaux très diversifiés. Il y a enfin des différences socio-économiques extrêmes, apparues en trois décennies à peine, quand le pays a pris un tournant néo-libéral radical après avoir longtemps reposé sur des valeurs égalitaires et un système social qui faisait sa fierté.

Il est loin le temps des kibboutz, ces petites communautés sans salaire qui exportaient leurs oranges sur les marchés d'Europe tout en assurant la défense du territoire et en contribuant à l'accueil et à l'absorption des nouveaux migrants. Désormais, le pays est à la pointe dans le secteur des nouvelles technologies et dans l'industrie de la défense. La richesse s'affiche sans complexe dans les banlieues aisées d'Herzelya ou de Ramat Hasharon, tandis



Soixante-quatre ans après sa déclaration d'indépendance, Israël reste un pays jeune. Une société en pleine construction, à la recherche d'un projet commun.

que dans les HLM de Lod ou de Sderot, les fruits de la croissance ne sont guère visibles de prime abord.

Même s'il parvient encore à rester épargné par la crise économique mondiale, Israël est aujourd'hui le pays le plus inégalitaire de l'OCDE, derrière les Etats-Unis. Un quart de la population vit sous le seuil de pauvreté. Mais bien que rejoint sur la fin par les classes populaires, le "mouvement des tentes", est avant tout une grande expression de "ras-le-bol" de la classe moyenne, estime Eliezer Ben-Rafael, professeur de sociologie à l'université de Tel-Aviv. "La classe moyenne a le sentiment d'être discriminée par rapport à d'autres parties de la société", explique-t-il. Pointés du doigt notamment, les ultra-orthodoxes qui échappent au service militaire et reçoivent des subventions de l'Etat mais aussi les colons de Cisjordanie, dont la protection coûte cher et mobilise bon nombre de conscrits durant les trois

années de service militaire obligatoire.

Pourtant le mouvement des tentes s'est bien gardé d'adopter une position politique officielle par rapport à ces sujets. "La classe moyenne est divisée sur ses options politiques" poursuit Eliezer Ben-Rafael. Et plutôt que de se politiser pour devenir une force parmi toutes celles qui s'opposent en Israël, les leaders du mouvement des tentes ont fait le choix de fédérer l'ensemble de la société israélienne sous un seul slogan : "Nous sommes le peuple".

Le peuple... Un puzzle d'Ashkénazes, de Sépharades, de Juifs, d'Arabes, de Russes, d'Ethiopiens, de religieux, de laïcs, de colons, de pacifistes... L'affaire est loin d'être évidente. "Nos grands-parents ont voulu créer un pays nouveau. Mais aujourd'hui on se rend compte qu'ils n'ont jamais donné de fond à cette idée", explique Stav Shaffir. Un champ de bataille entre différents groupes aux intérêts divergents, ou au contraire un pays fondé sur un projet commun de justice sociale.

Observer la composition de la Knesset donne une idée de l'ampleur de la tâche, et du fameux champ de bataille dont il est question. A côté des partis traditionnels de gauche (Meretz/HaAvoda) et de droite (Likoud/Kadima), on trouve le parti d'extrême-droite "Israel Beitenou" du ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman, qui compte l'essen-

"Dans les campements, on se mettait à parler d'éducation, de social, de tout ce qui n'allait plus dans le pays. Le logement n'était plus qu'un prétexte pour canaliser le mécontentement des citoyens."

tel de son électorat dans la communauté russe et entend défendre ses intérêts. Les colons religieux disposent également de plusieurs partis, alliés au gouvernement, de même que les orthodoxes, qu'ils soient d'origine ashkénaze (Yahadut Hatora) ou sépharade (Shass). Sans compter les arabes israéliens, qui représentent 20% de la population et dont les trois partis à la Knesset "défendent des positions anti-sionistes, car ils s'identifient de plus en plus à la cause palestinienne" explique Eliezer Ben-Rafael.

Le jeu des coalitions permet à certains de ces groupes de monnayer des avantages et de défendre des intérêts qui leur sont propres, au détriment peut-être de cette majorité silencieuse qui a décidé d'occuper la rue cet été. Mais le mouvement débouche-t-il vraiment sur le changement voulu par ses leaders?

Pour l'heure, Stav Shaffir a quitté son boulot pour se consacrer à plein temps à ce projet ambitieux. Désormais, elle voyage dans tout le pays, à la rencontre de tous ces hommes et toutes ces femmes qui sont l'Israël d'aujourd'hui et de demain. Pour le premier anniversaire de la tente de Dafni, elle et Stav Shaffir espèrent voir un million d'Israéliens à nouveau dans les rues. Affaire à suivre.

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française.

■ Israël | Série (2/6)

Paradis à vendre

► Piliers de l'Etat d'Israël dès les premiers jours, les kibboutz luttent aujourd'hui pour leur survie. Le mode de vie collectiviste peine à exister dans un pays où le modèle économique néolibéral règne en maître.

Reportage Grégoire Comhaire
Envoyé spécial à Geva, Kfar Hanassi et Sderot

Bienvenue à Afula. Sa rue principale, ses stations-service, son centre-commercial et ses rangées d'immeubles gris cubiques semblables aux certaines de petites villes qui parsèment le territoire israélien du lac de Tibériade jusqu'au désert du Néguev. Afula, nichée au sud des plaines verdoyantes de Galilée, au cœur de la vallée de Jezréel, théâtre pour les chrétiens millénaristes de la future bataille de l'Armagedon (Apocalypse). A l'est, derrière les collines à l'horizon, c'est la Jordanie. A dix kilomètres plus au sud, la ville palestinienne de Jenine. Et en quittant la ville par la route 71, il faut ouvrir grand les yeux pour ne pas rater l'unique panneau indiquant la direction du "Kibboutz Geva".

En haut de la route apparaissent les premières maisons. Il faut laisser sa voiture à l'entrée et poursuivre son chemin à pied, à vélo, ou dans une voiturette de golf. Passé l'étable, le poulailler industriel, la manufacture et le bar – (ouvert mardi et mercredi soir, prévient le panneau!) –, on découvre des allées fleuries, des petits pavillons colorés et un groupe d'enfants hilares qui dévale une pente sur leurs tricyles. Aucun adulte à la ronde pour leur hurler de faire attention et l'impression soudaine d'avoir quitté le bruit de la civilisation pour atteindre un oasis de paix, préservé des petits tracassés quotidiens de la vie d'un homme moderne du XXI^e siècle...

Ici, pas de salaire, pas de loyer à payer, ni de prêt à rembourser. Pas de supermarché où devoir faire la file, pas de facture d'électricité, pas de machine à laver à faire tourner ni de linge à faire sécher. Pas de repas à préparer, pas d'assurance maladie à laquelle cotiser ni même d'assurance auto. Tout le monde, ou presque, travaille dans une des "branches" du kibboutz qu'il s'agisse d'une des activités agricoles, de la petite industrie, ou des services (école, infirmerie, blanchisserie, cuisine...). Tous les bénéfices générés par l'activité économique du kibboutz sont redistribués équitablement à tous les membres qui jouissent d'avantages sociaux largement supérieurs à ceux en vigueur dans le pays.

Toutes les maisons appartiennent au kibboutz, et chacun a droit au même espace de vie en fonction de la taille de sa famille. Les repas du matin et du midi se prennent tous ensemble dans un grand réfectoire où la nourriture est servie à volonté. Chacun jouit d'avantages sociaux égaux: crèche et école gratuite, soins médicaux gratuits, blanchisserie gratuite où il suffit de déposer son linge sale que l'on vient récupérer un peu plus tard, maison de repos et de soins avec personnel qualifié pour les personnes âgées... Une course à faire à Afula? Un ami à visiter à Tel-Aviv? Il suffit de réserver une voiture du parc automobile du kibboutz, ou d'acheter un ticket de bus, qui sera remboursé par le "Maskit", le secrétaire du kibboutz.

Les membres qui préfèrent travailler à l'extérieur versent l'intégralité de leur salaire au kibboutz, lequel alloue une fois par an à chaque adulte 25 000 shekels (5 000 euros) pour ses dépenses personnelles; davan-

Épingle

Les fractures d'Israël

Jamais loin de l'actualité, Israël renvoie souvent d'elle-même l'image d'une société unie et déterminée face aux menaces auxquelles elle doit faire face. Mais la réalité est autrement plus complexe. Société plurielle, composée de multiples groupes aux intérêts parfois antagonistes, Israël est aussi un pays traversé de multiples lignes de fractures internes qui posent parfois la question de l'existence d'un socle identitaire commun. Durant une semaine, "La Libre" vous propose une plongée dans cette société riche et complexe, à la rencontre des hommes et des femmes qui la composent.

- **Demain**: l'Alyah, et la difficulté de certains migrants à trouver leur place dans leur nouveau pays.
- **Mercredi**: les Arabes israéliens, une minorité prise au piège par le conflit.
- **Jeu**: les ultra-orthodoxes et l'opposition entre laïcs et religieux.
- **Vendredi**: les colons, pionniers pour certains, fossoyeurs de la paix pour d'autres.

tage s'il a des enfants à charge. "Chacun travaille et contribue à la communauté qui veille sur tous ses membres et ne laisse personne dans le besoin", explique Brenda Landis, membre du kibboutz immigrée du Pays de Galles vers Israël en 1965 et membre du kibboutz Geva depuis lors. "On peut penser que certains travaillent plus et que d'autres profitent, mais pour nous, c'est la vraie liberté. Si vous voulez changer de travail à un moment de votre vie, vous le pouvez. Si vous voulez reprendre des études, vous le pouvez aussi. Si un jour vous êtes en difficulté, vous ne serez jamais seul ou dans le besoin." Cet idéal a guidé des milliers de pionniers sionistes (Haloutsim) depuis l'appel de Théodore Herzl en 1897. Mais après avoir été un pilier majeur du jeune état, contribuant à sa création, à sa défense et à l'absorption des nouveaux migrants, les 256 kibboutz d'Israël peinent aujourd'hui à survivre dans un pays où le modèle économique néolibéral règne en maître.

L'histoire de Geva commence en 1921, avec l'arrivée dans ce qui était alors la "Palestine britannique" d'un groupe de jeunes immigrants juifs venus de Pologne et de Russie. Leurs maisons en bois, transformées depuis lors en petit musée, donne une idée de la rudesse des conditions de vie qui étaient les leurs dans les premières années. "A l'époque il n'y avait guère de place pour le confort et l'intimité", poursuit Brenda Landis en montrant les paillasses et l'exiguïté des lieux. Sous l'un des lits, on découvre une trappe et une cache où était dissimulée les armes destinées à la "Haganah", l'armée clandestine du Yishouv.

Nonante ans plus tard, le kibboutz Geva est toujours là. Avec ses 550 membres, il est l'un des derniers kibboutz "chitoufi" d'Israël: un kibboutz "collectif", traditionnel, qui est parvenu à maintenir son mode de vie en résistant à la vague de privatisations qui a frappé bon nombre d'entre-eux.

Le mari de Brenda, Eli Goren, est une vraie célébrité. Né à Geva, il a participé à toutes les guerres qui ont opposé son pays aux états arabes voisins: guerre de Suez (1956), guerre des Six jours (1967) et guerre du Kippour (1973). Mais ce ne sont pas ses faits d'armes qui ont fait sa notoriété. "Kibbutznik" convaincu, il se bat avec acharnement contre la privatisation, persuadé que seul le mode de vie collectif permettra de maintenir la sécurité d'existence des membres. "Pour faire un kibboutz, il faut un très haut niveau de valeur, dit-il. Il faut pouvoir compter l'un sur l'autre, être responsable l'un par rapport à l'autre. Si vous n'avez pas ça, le kibboutz ne peut pas fonctionner."

Frappés durement par la crise économique des années 80 et par le refus de l'Etat israélien de refinancer les plus endettés d'entre-eux, plus de 190 kibboutz ont fait le choix ces dernières années de se privatiser. Seuls 65 d'entre-eux s'efforcent de continuer sur la voie tracée par les pères fondateurs. "Mais on ne sait pas combien de temps ça durera, s'inquiète Brenda Landis. La majorité des membres de Geva a voté pour rester chitoufi. Mais on sait qu'il y a des oppositions. Ce qui gangrène les valeurs du kibboutz, c'est l'idée que certains travaillent plus que d'autres, et qu'ils pourraient être plus riches si on changeait les règles du jeu."



Soixante-cinq kibboutz continuent de vivre sur des principes collectivistes. Tous les autres ont été privatisés.

En remontant vers le Nord, on atteint le kibboutz Kfar Hanassi. Fondé dans les années 1960, il partage avec Geva le fait de s'être implanté dans un cadre enchanteur, offrant une vue imprenable sur le plateau du Golan, le Mont Hermon et les montagnes du Liban. Avant la guerre des Six jours et la conquête du Golan par Israël, Kfar Hanassi était régulièrement canardé par les soldats syriens posté à quelques centaines de mètres de là. Mais aujourd'hui, on y jouit du même calme et de la même tranquillité que celle qui prévaut dans la vallée de Jezréel.

Passé la grille, comme à Geva, on pénètre dans des petites allées arborées et fleuries qui font penser à un paisible village de vacances méditerranéen. Mais à la vue du bâtiment principal qui abrite les boîtes postales, les bureaux et le réfectoire, le contraste avec Geva est saisissant. Alors qu'au même moment Eli et Brenda prennent leur repas de midi dans un réfectoire bondé, où se croisent plusieurs générations de membres dans un brouhaha convivial et bon enfant, le réfectoire de Kfar Hanassi est désert, figé dans le temps, comme si une alerte atomique avait soudain obligé tout le monde à partir. "J'ai toujours un pincement au cœur quand je regarde cette grande salle vide, confie Alec Collins, membre de Kfar Hanassi à la retraite. Pour soulager ma peine, je me dis toujours que nous n'avions pas le choix. C'était la seule solution pour sauver le kibboutz. Plus aucun jeune n'aurait voulu vivre ici."

Immigré d'Angleterre au début des années 1960, Alec Collins est un des fondateurs de Kfar Hanassi. Avec ses camarades, il a connu l'âge d'or des kibboutz. Celui où les enfants étaient élevés ensemble à la maison des enfants sans jamais dormir chez leurs parents. Celui où l'idée d'introduire des coupons pour acheter les boissons au bar du kibboutz suscitait des querelles intestines majeures parce qu'elle était vue comme une tentative d'introduire le capitalisme dans la communauté. Celui où on laissait la lumière allumée jour et

nuit, puisque personne n'avait jamais à se soucier de l'argent! "Au fil des années, le système a montré ses limites, explique Alec Collins. L'activité économique n'était pas rentable. Pour maintenir nos avantages sociaux, il fallait générer des revenus. Or on s'est rendu compte, par exemple, qu'employer 10 membres dans les champs coûtait bien plus cher qu'employer 5 ouvriers palestiniens ou thaïlandais."

Petit à petit, les contraintes économiques deviennent incontournables. Il y a 10 ans, l'assemblée générale des membres prend alors la décision historique et douloureuse de privatiser Kfar Hanassi. Les "branches" continuent d'exister, mais les salaires sont désormais payés comme à l'extérieur, en fonction du temps de travail presté et des responsabilités exercées. La plupart des membres travaillent à présent à l'extérieur et ne versent plus que 30% de leur salaire au kibboutz.

Les membres doivent désormais payer pour leur maison, dont ils peuvent devenir propriétaire après 26 ans. Les services (crèche, piscine...) sont devenus payants mais une forme de protection sociale subsiste: chaque membre a droit à une allocation de survie payée par le kibboutz en cas de besoin, et le paiement des retraites est garanti pour tous les membres jusqu'à leurs derniers jours. Pour Alec Collins, la privatisation n'a pas tué les kibboutz, ces derniers se sont juste adaptés à leur temps.

Cap sur le Sud, vers la petite ville de Sderot. Située à moins d'un kilomètre de la bande de Gaza, cette localité du Néguev est tristement célèbre à travers le monde pour les centaines de roquettes Qassam qui s'y abattent chaque année en provenance de cette entité palestinienne contrôlée par le Hamas. Avec ses cités HLM, peuplée par de nombreux Juifs marocains et par des immigrants des pays de l'ex-Union soviétique, on ne peut pas dire qu'on soit ici dans la zone la plus prospère d'Israël. Et avec les petits abris anti-missiles qui

parsèment les trottoirs et les "alertes rouges" – parfois plusieurs par jour – qui donnent une minute aux passants pour courir s'y réfugier, on ne peut pas dire non plus qu'on se presse pour venir s'y installer.

C'est pourtant là qu'en 1987, Nomika Zion a décidé de créer l'un des premiers "kibboutz urbains" d'Israël, le kibboutz Migvan. Il n'y avait pas de tirs de roquettes à l'époque, mais Sderot était déjà ce qu'on appelle une "ville de développement", peuplée d'immigrants sépharades, largement défavorisés socio-économiquement par rapport aux Ashkénazes qui vivaient dans les kibboutz. Avec six amis, elle décide, dit-elle, de "briser le mur" qui coupe le kibboutz du monde qui l'entoure et de partir s'installer dans ce coin défavorisé du pays. Ils sont désormais une soixantaine, vivent dans une rue du centre-ville et mettent toutes leurs ressources en commun pour payer les prêts des maisons et acheter la nourriture. L'une des maison sert d'espace commun où les membres prennent leurs repas, passent du temps ensemble et organisent des activités. Les membres du kibboutz mettent, en outre, sur pied de nombreuses activités sociales pour la région de Sderot et entendent par là participer à la renaissance du mouvement des kibboutz. "Aujourd'hui, il y a quatre kibboutz urbains en Israël et des centaines de 'communot', qui ne sont pas des kibboutz mais qui ont toutes en commun la vie ensemble et un fort investissement dans la communauté, explique Nomika Zion. Alors que nos vieux kibboutz se privatisent les uns après les autres, nous avons choisi d'être pionniers pour donner une nouvelle vie au mouvement."

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française.

■ Israël | Série (3/6)

La fin de l'exil

► Minorité qui peine à grimper sur l'échelle sociale, les juifs éthiopiens aimeraient se sentir chez eux dans l'état d'Israël. Plusieurs d'entre eux se mobilisent pour dénoncer les discriminations dont ils se disent victimes. Mais le racisme n'est pas le seul élément d'explication dans ce pays formé de communautés très différentes les unes des autres.

Reportage Grégoire Comhaire
Envoyé spécial à Rehovot et Jérusalem

Série

Les fractures d'Israël

Jamais loin de l'actualité, Israël renvoie souvent d'elle-même l'image d'une société unie et déterminée face aux menaces auxquelles elle doit faire face. Mais la réalité est autrement plus complexe. Société plurielle, composée de multiples groupes aux intérêts parfois antagonistes, Israël est aussi un pays traversé de multiples lignes de fracture internes qui posent parfois la question de l'existence d'un socle identitaire commun. Durant une semaine, "La Libre" vous propose une plongée dans cette société riche et complexe, à la rencontre des hommes et des femmes qui la composent.

- **Demain** : les Arabes israéliens, une minorité prise au piège par le conflit.
- **Jedi** : les ultraorthodoxes et l'opposition entre laïcs et religieux.
- **Vendredi** : les colons, pionniers pour certains, fossoyeurs de la paix pour d'autres.

par 'L'an prochain à Jérusalem!' Pourtant ici, on doit constamment prouver notre judéité. Nos rabbins ne sont pas reconnus par les autorités religieuses et aucun d'entre eux ne pourra jamais nous marier si je veux épouser mon compagnon."

Le compagnon d'Alemitu, Yaron, est un grand gaillard fort en gueule. Né, comme elle, dans la région de Gondar, dans l'ouest de l'Éthiopie, il est arrivé très jeune en Israël avec toute sa famille et a effectué son service militaire dans une unité d'élite de Tshal. De ces trois années à l'armée, il garde d'excellents souvenirs, en particulier l'esprit de camaraderie et le prestige qui émanait autour d'eux quand les gens voyaient l'écusson de leur unité sur leur uniforme. L'armée, en Israël, est un vecteur important de mobilité sociale et pour les jeunes issus de milieux populaires ou des régions défavorisées du pays, le service militaire dans une unité combattante facilite souvent grandement l'entrée dans la vie professionnelle. "Beaucoup d'Éthiopiens choisissent de servir dans une unité combattante parce qu'ils espèrent que ça les aidera à se sentir intégrés dans la société. Pendant trois ans, on te fait oublier que tu es noir. Mais à la fin, tu restes toujours un Éthiopien. Tu as beau avoir servi dans une unité d'élite, tu ne pourras jamais espérer que devenir vigile ou chauffeur de camion", dénonce Yaron.

Il existe bien entendu de nombreux cas qui contredisent cette affirmation. Mais le fait que les juifs éthiopiens rencontrent davantage de difficultés à progresser dans l'échelle sociale que le reste de leurs compatriotes n'est un secret pour personne en Israël. D'après une étude publiée dans le quotidien "Haaretz" le 5 mars dernier, les juifs éthiopiens seraient même la communauté la plus défavorisée du pays puisqu'un immigrant éthiopien sans diplôme gagnerait 30 à 40% de moins qu'un Arabe israélien, une communauté pourtant régulièrement pointée du doigt lorsqu'on parle de discrimination.

On trouve peu de juifs éthiopiens occupant des postes à responsabilités, on en trouve encore moins dans les quartiers cossus de Tel-Aviv ou de Jérusalem. Mais on les rencontre massivement dans les banlieues défavorisées de la capitale ou dans certaines "villes de développement" excentrées.

Pour Yitzhik Dessie, directeur de l'organisation "Tebeka", un centre d'aide juridique pour les juifs éthiopiens à Rehovot, le racisme n'est qu'une partie de l'explication. "Je ne pense pas que la société israélienne soit intrinsèquement raciste, explique-t-il. Il a bien sûr certaines personnes font preuve de racisme et de préjugés à l'égard des juifs éthiopiens mais il y a aussi des problèmes de différence culturelle majeure et des défaillances de l'Etat en matière d'absorption des nouveaux immigrants."

Indépendant depuis le 14 mai 1948, l'Etat d'Israël est une nation fondée par des immigrants juifs venus des quatre coins du monde. La "Loi du Retour", adoptée par la Knesset en 1950 stipule que tous les juifs de la diaspora ont le droit d'immigrer en Israël dont il reçoit la nationalité dès leur arrivée sur le terri-



Les juifs éthiopiens peinent encore à se sentir pleinement faire partie de l'état d'Israël.

toire. Ils sont, pour ce faire, assistés par l'Agence juive, chargée d'organiser l'Alyah (la "montée" au pays) et par le ministère israélien de l'Absorption, chargé de les aider à s'intégrer et à trouver leur place dans leur nouveau pays.

Les premiers immigrants, arrivés avant et juste après la déclaration d'Indépendance étaient surtout "ashkénazes", originaire d'Europe de l'Est. Beaucoup ont d'ailleurs fui les pogroms et les persécutions nazies. Ce sont des juifs ashkénazes qui ont fondé les premiers kibboutz, des juifs ashkénaze qui ont formé l'élite politique et économique du pays. Des juifs ashkénaze qu'on continue de présenter comme la frange "favorisée" de la société israélienne même si les choses ne sont plus aussi marquées qu'autrefois.

Par la suite, d'autres grands "Alyah" sont venus enrichir la société israélienne et lui donner cette dimension multiculturelle qu'on lui connaît aujourd'hui. A

partir des années 50, il y eut l'arrivée massive des juifs "sépharades" et "mizrahim", en provenance d'Afrique du Nord, d'Égypte, d'Irak et du Yémen. A partir des années 90, ce fut l'arrivée massive des immigrants russes et des pays de l'ex-Union soviétique qui représentent plus d'un million de personnes aujourd'hui.

De nombreux juifs orientaux ont eux-aussi souffert pendant longtemps de préjugés et de se sentir en marge face à l'élite ashkénaze qui tenait les rênes du pays. Mais pour Michel Warschawski, journaliste et militant pacifiste immigré de France en 1965, cette période appartient désormais au passé. "On arrive aujourd'hui à la dernière génération de séparation entre ashkénazes et sépharades, dit-il. Il y a plus de 35% de mariages mixtes. Dans une génération, la plupart des enfants israéliens auront des grands-parents juifs arabes et des grands-parents juifs européens."

Le modèle israélien, avec notamment les centres d'absorption, l'Oulpan (école d'hébreu) l'armée et l'école comme vecteur d'intégration, a donc fait ses preuves. Mais pourtant, selon lui, le rêve des pères fondateurs de créer une nouvelle identité israélienne débarrassée des identités juives précédentes est un échec. "Israël reste une société faite de communautés, et la situation est parfois très tendue entre elles. Les Russes vivent entre eux, et commencent à créer leurs propres écoles parce qu'ils considèrent que les écoles israéliennes manquent de discipline. Certains trouvent que par rapport à leur culture, Israël est un peu un pays arriéré. Les religieux font peur aux laïcs parce qu'ils veulent déséculariser l'Etat. L'idée selon laquelle on allait pouvoir dé-

passer le communautarisme pour créer en quelques générations une seule identité juive israélienne n'a pas marché."

Avec le tournant néolibéral amorcé dans les années 80, l'Etat israélien a désinvesti dans le secteur de l'Absorption et a changé sa politique envers les nouveaux immigrants, poursuit Michel Warschawski. "Autrefois, les 'Olim' étaient pris par la main. On ne pouvait pas choisir son lieu de vie. On veillait à mixer les villes et les écoles. Aujourd'hui, c'est le libéralisme, chacun va où il veut." Les centres d'absorption demeurent, certains sont même spécialement réservés pour les juifs éthiopiens, lesquels continuent d'arriver mais par petits contingents. "Mais les adultes rencontrent de grandes difficultés à s'adapter à la société israélienne", poursuit Itsik Dessie. En Éthiopie, les juifs falashas ("exilés" en langue ahmarique) proviennent en effet d'une région rurale, pauvre, à mille lieues de la société israélienne blanche, moderne et occidentale.

Les 140 000 juifs éthiopiens d'Israël aimeraient pourtant qu'on cesse de les appeler "Falashas". Pour Tariku, Alemitu et Yaron, ce pays devait signifier la fin de l'exil de leurs parents. Après plus de vingt ans en Israël, il est temps pour eux de se sentir à la maison.

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française.

L'image circule depuis quelques jours sur les réseaux sociaux. On y voit en quatre dessins l'évolution d'un petit garçon de peau noire de 1985 jusqu'à aujourd'hui. Sur la première image, le petit garçon part à l'école souriant, une plume d'indien dans les cheveux, son cartable sur le dos. Sur la deuxième, il est en position de combat, arme à la main, en uniforme militaire. Il pose ensuite fièrement en toge avec son diplôme universitaire pour finalement finir dépit sur une chaise en plastique, en uniforme de vigile, à attendre que le temps passe.

Cette image, postée par un groupe de jeunes juifs éthiopiens, illustre bien la malaise qui prévaut dans une partie de cette communauté. Le malaise d'une génération, qui voit son avenir bouché en raison de sa couleur de peau et qui a décidé de dénoncer haut et fort "le racisme" et "les discriminations" dont elle se dit victime dans la vie de tous les jours. Et comme planter une tente est une vraie forme de protestation en Israël, ils ont décidé de s'installer devant la résidence du Premier ministre Benyamin Netanyahu à Jérusalem, à l'endroit même où les parents du soldat Gilad Shalit l'avaient fait quand leur fils était encore en captivité.

Ils s'appellent Tariku, Alemitu et Yaron. Avec dix de leurs camarades, ils se relayent jour et nuit sous cette tente décorée de banderoles, au-dessus de laquelle flotte fièrement le drapeau bleu et blanc israélien afin de signifier à leur voisin qu'ils font partie de la Nation, et entendent être considérés comme tel. A l'intérieur, le confort est plutôt spartiate, mais il n'entame en rien la détermination des jeunes à rester jusqu'au bout. On se réchauffe les mains sur le réchaud à gaz et on dort à même le sol, avec de bonnes réserves de couverture, prêt à tenir le siège pendant des mois s'il le faut. "Quand ils sont venus ici, les parents de Gilad Shalit ont eu l'électricité. Nous, on a eu un ordre d'évacuation de la mairie!", explique Tariku. C'était à la fin du mois de février. Depuis, les jeunes sont toujours là, et ils reçoivent chaque jour la visite de nombreux sympathisants.

Arrivés en Israël lors de deux grandes opérations de transfert (l'opération Moïse en 1984 et l'opération Salomon en 1991), les trois jeunes gens n'ont de l'Éthiopie que quelques lointains souvenirs et se la représentent davantage à travers les histoires racontées par leurs parents autour de la table. Agés de 28 à 32 ans, ils se sentent autant israéliens que n'importe quel "Sabra" (Israélien né au pays) ou que n'importe quel "Olim" (nouvel immigrant). Mais leur sentiment est qu'après plus de vingt ans de présence parmi les leurs, la société israélienne continue de les rejeter et de les considérer illégitimes en son sein. "Nous sommes juifs comme tout le monde ici, explique Alemitu. Quand j'étais petite en Éthiopie, mes grands-parents ne parlaient que d'Israël, et de cette terre que Dieu avait promise au peuple juif. On concluait toujours la prière



■ Israël | Série (4/6)

Les oubliés d'Oslo

► Ils représentent 20% de la population d'un pays qui donne parfois le sentiment de les tolérer plutôt que de les considérer comme légitimes en son sein. Descendants des Palestiniens restés en Israël après l'indépendance, les Arabes israéliens doivent vivre avec une double appartenance et des discriminations parfois lourdes à dénoncer.

Reportage Grégoire Comhaire
Envoyé spécial à Nazareth, Haïfa, Lod et Jaffa

Série

Les fractures d'Israël

Jamais loin de l'actualité, Israël renvoie souvent d'elle-même l'image d'une société unie et déterminée face aux menaces auxquelles elle doit faire face. Mais la réalité est autrement plus complexe. Société plurielle, composée de multiples groupes aux intérêts parfois antagonistes, Israël est aussi un pays traversé de multiples lignes de fracture internes qui posent parfois la question de l'existence d'un socle identitaire commun. Durant une semaine, "La Libre" vous propose une plongée dans cette société riche et complexe, à la rencontre des hommes et des femmes qui la composent.

- **Demain** : les ultraorthodoxes et l'opposition entre laïcs et religieux.
- **Vendredi** : les colons, pionniers pour certains, fossoyeurs de la paix pour d'autres.

Nichée dans une vallée au milieu des collines de Galilée, la ville de Nazareth n'a guère de souci à se faire pour perpétuer sa renommée internationale. Son citoyen le plus célèbre, qui y aurait vécu il y a 2 000 ans, lui a en effet assuré d'année en année un flot de visiteurs qui n'est pas près de se tarir. Tout au long de l'année, les touristes du monde entier se pressent ici pour visiter la basilique de l'Annonciation, construite à l'endroit même où l'archange Gabriel aurait annoncé à Marie qu'elle était enceinte du "Sauveur", le Messie annoncé par les prophètes de l'Ancien Testament. Avec Jérusalem, Bethléem (située en territoire palestinien) et le site de Béthanie, où Jésus aurait été baptisé dans le Jourdain, Nazareth figure comme une étape incontournable de tous les voyages bibliques qui ont lieu dans la région, ce qui n'est pas pour déplaire aux habitants de cette petite ville de 70 000 habitants. Des habitants, tous issus de la minorité "arabe israélienne" – ou "Palestiniens d'Israël" comme certains d'entre eux préfèrent se nommer – que la démographie et l'impossibilité d'étendre les frontières municipales ont privés depuis longtemps de tout espace vert à l'intérieur de leur ville.

C'est un élément essentiel pour comprendre la complexité du conflit israélo-palestinien et une donnée largement ignorée par les médias internationaux qui préfèrent souvent le présenter comme un conflit entre deux entités homogènes aux frontières bien définies. Israël, fondé en 1948 en tant qu'"Etat juif et démocratique" n'est en réalité juif qu'à 80%. Plus d'un citoyen sur cinq (soit 1 350 000 personnes) est musulman, chrétien, druze ou bédouin. Ils sont les descendants des Palestiniens qui, après l'indépendance, sont restés sur le territoire du nouvel Etat d'Israël, les autres ayant trouvé refuge dans les pays voisins. Tous ont aujourd'hui un passeport israélien. Tous jouissent, en théorie du moins, des mêmes droits qu'un citoyen juif. En pratique, la situation est loin d'être idyllique pour nombre d'entre eux.

Haïfa, troisième ville d'Israël par la taille, centre portuaire, technologique et industriel majeur du pays, est souvent présentée dans les guides touristiques comme la "ville de la coexistence". Avec ses 270 000 habitants, elle est l'une des quelques "villes mixtes" du pays et doit son surnom au fait que Juifs et Arabes cohabitent ici dans une relative sérénité. Nadim, 39 ans, y vit depuis de nombreuses années. Arabe israélien, il reconnaît que les conditions de vie y sont bien meilleures que dans d'autres villes mixtes comme Akko, Ramleh ou Lod, où les quartiers juifs et arabes sont clairement séparés, parfois par un mur, et où les tensions sont parfois très vives entre communautés. Malgré tout, dit-il, "il reste difficile pour un Arabe de louer un appartement dans les beaux quartiers du haut du Carmel car les propriétaires savent que louer à un Arabe fait baisser la valeur de leur bien.



On ne trouve aucun employé arabe au port de Haïfa et très peu dans la compagnie d'électricité. Officiellement, on n'engage pas d'Arabes dans ces secteurs pour des raisons de sécurité. Mais qu'on ne vienne pas me dire alors que nous sommes des citoyens comme les autres. Nous ne sommes que tolérés ici et il y aura toujours de la suspicion autour de nous."

Cette suspicion se traduit notamment, dit-il, par un zèle policier très pesant chaque fois qu'il se rend à l'aéroport. Elle est aussi particulièrement palpable dans les moments de crise, comme en juillet 2006, lorsqu'une guerre éclate entre Israël et le Hezbollah libanais après l'attaque d'une patrouille et l'enlèvement de deux soldats à la frontière nord. Durant un mois, des centaines de roquettes katiouchas se sont abattues sur Haïfa et sur les autres villes du nord. "Soudainement, il ne faisait plus bon être un Arabe à Haïfa", poursuit Nadim. "Dans la rue, la tension était très forte. Je me suis fait invectiver violemment par des passants qui m'ont accusé de soutenir Nasrallah (le leader du Hezbollah, NdLR). Pourtant, je risquais moi aussi d'être touché par une roquette."

Le 19 juillet, alors que la population de Haïfa est terrée dans les abris, une roquette du Hezbollah tue trois personnes dont deux enfants dans la ville de Nazareth. La colère des habitants est terrible. Mais de manière un peu surprenante, elle est davantage dirigée vers le gouvernement israélien que vers le Hezbollah. La presse internationale découvre alors que contrairement à sa voisine juive "Nazareth Illit", Nazareth l'arabe ne dispose ni d'abris, ni de système d'alerte pour les missiles. Un exemple parmi d'autres politiques discriminatoires qui frappent les municipalités arabes et que dénonce Ramiz Jarais, le maire de Nazareth. "D'une manière générale, on empêche les municipales arabes de grandir", dit-il. "La plupart des demandes formulées en ce sens au ministère de l'Intérieur sont bloquées. Voilà pourquoi nous sommes 70 000 sur 14 km² alors que Nazareth Illit dispose de 32,5 km² confisqués sur des terres de Nazareth pour loger ses 43 000 habitants."

Les politiques discriminatoires sont également visibles, dit-il, dans les budgets et les services publics. D'après le "Follow-up committee for education", une ONG établie à Nazareth, 1 000 shekels par an sont ainsi alloués pour chaque étudiant dans les écoles arabes d'Israël contre 8 000 dans les écoles juives. "Les écoles arabes souffrent d'un manque considérable de moyens et l'acquisition d'équipement ne suit pas la démographie", dénonce le comité. "A l'heure actuelle, nous avons calculé qu'il faudrait construire 6 200 nouvelles classes pour rattraper le retard."

Un retard et un manque de moyens qui, toujours selon l'ONG, se ressentent dans les résultats scolaires des enfants arabes. "Les enfants arabes ont des résultats qui sont inférieurs de 22% à la moyenne nationale. Et au terme de leur scolarité, à peine 9% d'entre eux iront à l'université."

Orna Kohn est juriste et travaille pour Adalah, une organisation pour la défense des droits de la minorité



À Haïfa, les communautés juives et arabes cohabitent dans une relative harmonie. Mais le malaise des Arabes israéliens n'en demeure pas moins réel.

arabe israélienne basée à Haïfa. Elle et ses collègues ont établi une liste de 22 lois votées par la Knesset, qui, disent-ils, conduisent à discriminer directement les Arabes israéliens par rapport aux citoyens juifs. Parmi celle-ci, les dispositions relatives au regroupement familial, qui sont différentes en fonction de l'appartenance ethnique des conjoints. "En vertu de la loi du retour, tout citoyen juif a le droit d'immigrer en Israël. Un Juif qui épouse un autre Juif à l'étranger n'aura donc pas beaucoup de problèmes pour faire venir son conjoint dans le pays", explique Orna Kohn. Mais pour un citoyen arabe, les choses ne seront pas aussi simples. "Depuis 2003, un citoyen arabe d'Israël pourra épouser quelqu'un résidant à Gaza ou en Cisjordanie mais il ne pourra pas faire venir son conjoint en Israël. La raison est simple: l'Etat d'Israël ne veut pas augmenter le nombre de Palestiniens sur son territoire."

De la plage de Tel-Aviv, on aperçoit au loin le minaret de la vieille mosquée de Jaffa, et son vieux port, où il fait bon se promener les jours de soleil. Fondée

il y a 4 000 ans, Jaffa a été longtemps une plaque tournante du commerce maritime en Méditerranée. Sur les photos datant des années 20, qui se vendent pour quelques shekels au marché aux puces, on voit de fiers marchands poser avec leurs chameaux, on distingue des grands sacs d'épices dans de longues rues bordées s'échoppes, et on se prend à imaginer l'ambiance orientale qui devait régner dans ces rues au temps de la Palestine mandataire. Aujourd'hui, Jaffa n'est plus qu'un quartier de Tel-Aviv, la petite ville juive construite à ses côtés au début du XX^e siècle et qui a fini par l'englober. Un quartier arabe, certes, mais où vivent désormais également de nombreux Israéliens juifs, attirés par la beauté des maisons, la proximité de la mer et l'atmosphère très "bourgeois-bohème" qui a fini par s'y installer.

Sami Abou Shahadeh est historien et a consacré sa thèse de doctorat à l'histoire de Jaffa. Depuis les dernières élections, en 2008, il est également l'unique conseiller arabe au conseil municipal de Tel-Aviv. Pendant son temps libre, il organise des visites pour les touristes, afin que ceux-ci ne repartent pas sans une trace du passé que, dit-il, l'Etat d'Israël fait tout pour effacer. "Il y a une chose qu'il faut bien comprendre", s'exclame-t-il. "C'est que nous n'avons pas émigré en Israël. C'est Israël qui a immigré chez nous! Tel-Aviv ne s'est pas construite sur du sable. Il y a partout ici des traces de villages arabes qui ont été détruits. Si vous allez à l'hôtel Hilton, montez au 4^e étage et demandez une chambre qui donne sur le sud. Par la fenêtre, vous apercevrez les restes du cimetière arabe sur lequel ils l'ont

construit." Citoyens de l'Etat hébreu, de nombreux Arabes israéliens considèrent leur destin lié à celui des Palestiniens des Territoires (Cisjordanie & Gaza) et à celui des réfugiés vivant dans les pays limitrophes. Comme eux, ils perpétuent la mémoire de la Nakbah (la "catastrophe" et la fuite des Palestiniens après la création de l'Etat d'Israël), mais hormis les Druzes et les Bédouins, qui effectuent leur service militaire dans les rangs de Tsahal, ils sont dispensés de cette obligation.

La question de leur avenir au sein de l'Etat continue toujours de se poser, dans un pays où un ministre des Affaires étrangères, Avigdor Liberman, a appelé publiquement à leur "déplacement" organisé vers les territoires palestiniens. La création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza ne résoudrait d'ailleurs en rien leurs problèmes quotidiens. "Notre grand malheur, c'est que le monde ignore notre existence", conclut Sami Abou Shahadeh. "Lors des accords d'Oslo, il a été considéré que nous étions une affaire interne à l'Etat d'Israël." Or, si des progrès peuvent être faits en matière de lutte contre les discriminations, la question de l'identité, elle, continuera de se poser.

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française.

Série

Jamais loin de l'actualité, Israël renvoie souvent d'elle-même l'image d'une société unie et déterminée face aux menaces auxquelles elle doit faire face. Mais la réalité est autrement plus complexe. Société plurielle, composée de multiples groupes aux intérêts parfois antagonistes, Israël est aussi un pays traversé de multiples lignes de fracture internes qui posent parfois la question de l'existence d'un socle identitaire commun. Durant une semaine, "La Libre" vous propose une plongée dans cette société riche et complexe, à la rencontre des hommes et des femmes qui la composent.

– *Demain* : les colons, pionniers pour certains, fossoyeurs de la paix pour d'autres.



La peur des hommes en noir



► Dans l'Etat juif, la question de la religion cristallise parfois de nombreuses tensions. La communauté ultraorthodoxe perpétue un mode de vie très éloigné du reste de la population, ce qui n'est pas sans faire grincer des dents.

Grégoire Comhaire
Envoyé spécial à Ra'anana, Tel-Aviv et Jérusalem

En haut de Jaffa Street, à Jérusalem-Ouest, le marché couvert de Mahane Yehuda est plein à craquer. Cageots de fruits, grands étals de bonbons et de viandes, ça crie dans tous les coins, ça s'investit et ça commerce dans une joyeuse odeur d'entrepôt mêlée d'épices et de légumes frais. Dans quelques minutes pourtant, un homme barbu à chapeau rond et grand manteau noir va surgir. Au milieu de la foule, il va sonner la trompette annonçant le début du shabbat avant de retourner dans Mea Shearim, le quartier ultraorthodoxe du centre-ville, et de débiter comme il se doit le repos hebdomadaire sacré. Les marchands n'auront plus alors qu'à ranger leurs étals, et les passants à regagner leur pénates jusqu'à dimanche, pour la réouverture du marché.

Chaque vendredi soir, c'est le même rituel. Quelques heures avant le coucher du soleil, les rues des quartiers juifs de Jérusalem se vident. Les boutiques baissent leur rideau. Cafés, restaurants, snacks ferment leur porte. Les voitures se comptent sur les doigts d'une main, les bus et le tramway cessent de circuler, et pendant 24h, hormis les piétons, Jérusalem est une ville

morte. Au même moment, la fête bat son plein à Tel-Aviv. Les sons des bars du quartier Florentine rivalisent de décibels et les grosses cylindrées rugissent sur le boulevard du front de mer. Les restaurants du boulevard Rothschild font salle pleine et dès le samedi matin, on se rendra en couple, ou en famille, bruncher d'œufs brouillés à la sauce anglaise chez "Benedict", ou dans un des bars branchés jouxtant la braderie hebdomadaire d'Allenby.

Tel-Aviv, Jérusalem, deux villes distantes d'à peine septante kilomètres, qui donnent parfois l'impression d'être à des années-lumière l'une de l'autre. Deux mondes, un laïc et un religieux, qui cohabitent et se respectent, mais dont les codes sont parfois si différents qu'ils suscitent l'un envers l'autre la crainte et, parfois, la confrontation.

Le 16 décembre dernier, un fait divers embrase les quartiers ultraorthodoxes d'Israël. Ce jour-là, une jeune fille de 28 ans, Tanya Rosenblit, se rend à Jérusalem depuis la ville de Bet Shemesh, dans la proche banlieue. Pour ce faire, elle choisit d'emprunter

une ligne réservée aux juifs ultraorthodoxes. Un bus où les femmes sont priées de s'asseoir à l'arrière et de se vêtir "correctement".

Malgré les invectives des passagers, Tanya Rosenblit refuse de s'asseoir à l'arrière avec les autres femmes et se met à l'avant, juste derrière le chauffeur. L'incident provoque une telle tension à l'intérieur que les forces de l'ordre sont appelées à la rescousse. Dans tout le pays, les condamnations sont unanimes et la communauté ultraorthodoxe est pointée du doigt pour ce qui est qualifié de "ségrégation" organisée envers les femmes. La presse internationale surnomme alors Tanya Rosenblit la "Rosa Parks" israélienne, à l'image de la couturière noire américaine qui avait refusé de céder sa place à un Blanc dans un autobus de l'Alabama. Poussés par une démographie qui, selon certaines études, laisse présager qu'ils seront majoritaires dans le pays dans 40 à 50 ans, les "hommes en noir" sont-ils en train de prendre le pouvoir en combattant la modernité?

En Israël, les "haredim" (craignant Dieu) sont partout. Impossible de ne

pas les remarquer à leur allure, reconnaissable entre mille: chapeau noir, long manteau, barbe, peyots (tresses), kippa noire et châle de prière. Un mode vestimentaire qui est apparu à l'origine dans les ghettos juifs d'Europe de l'Est et qui se décline de centaines de façons en fonction des différents courants auxquels ils appartiennent.

Ils représenteraient aujourd'hui 7 à 10% de la population israélienne, concentrés pour la plupart dans des villes et des quartiers bien spécifiques où ils se consacrent à l'étude de la Torah et observent de manière très stricte les préceptes de la "Halakha", la loi juive.

Mea Shearim est probablement le quartier ultraorthodoxe le plus connu de tout le pays. En pénétrant dans ses ruelles étroites, le visiteur est immédiatement averti par un panneau: "Ceci n'est pas une attraction touristique. Merci de respecter les habitants et de vous vêtir décemment." Prière donc de ne pas photographier les femmes portant la perruque, les enfants à la kippa noire et aux peyots naissants, les petits balcons où pend le linge, ou les groupes d'hommes se rendant à la synagogue. Prière également de ne pas traverser le quartier en voiture un samedi ou de chercher à venir y observer les célébrations d'une fête juive. Ici, on aime la tranquillité, et on fuit la publicité comme la peste.

Au numéro 2 de la rue principale, le rabbin Henri Kahn travaille à l'arrière d'une bibliothèque remplie de vieux manuscrits au prochain numéro de la

revue "Kountrass", une revue religieuse en langue française. Pour lui, l'incident de Bet Shemesh est une supercherie, un coup monté par la gauche hostile aux religieux et destiné à les stigmatiser. "Personne n'a forcé cette jeune femme à emprunter une ligne de bus orthodoxe", dit-il. "Comme nous avons nos propres écoles, nous avons aussi nos propres lignes de bus qui relient les quartiers et les villes orthodoxes entre eux. Ça arrange tout le monde et la compagnie de bus Egged joue le jeu. Les laïcs comme les religieux, qui n'ont pas envie, s'ils vont d'Ashdod à Jérusalem, d'arriver dans une Jérusalem qui n'est pas la leur. Nous ne voulons pas imposer notre mode de vie à tout le monde, nous demandons simplement qu'on respecte le nôtre."

Dans les milieux laïcs, et même religieux traditionnels, on stigmatise volontiers les ultraorthodoxes pour leur attitude d'autoexclusion de la société israélienne, pour leur refus d'effectuer les trois ans de service militaire obligatoire auquel s'astreignent les autres Israéliens et pour les subventions qu'ils reçoivent de l'Etat pour se consacrer à la prière. Un privilège, négocié par leurs partis politiques alliés aux coalitions gouvernementales, qui n'a rien d'anormal pour Rav Kahn, dans la mesure où les religieux sont aussi des contribuables. "Nos femmes travaillent et nous payons des taxes chaque fois que nous achetons des produits sur le marché. Si on construit des théâtres et des musées à Tel-Aviv, je ne vois pas pourquoi nous ne pourrions pas avoir une

aide pour nos Yeshivot. De plus, ces subventions sont minimes, 700 shekels (140 euros) par mois et par personne, comment voulez-vous faire vivre une famille de dix enfants avec ça?"

Dix enfants. Rien d'exceptionnel chez les haredim dont le taux de natalité explose alors qu'il tend à stagner dans le reste de la population. Si les orthodoxes représentent un jour la majorité dans le pays, on peut légitimement imaginer que l'Etat d'Israël aura un visage bien différent de celui qu'il a aujourd'hui et que la religion y tiendra une place bien plus importante. Mais pour Rav Kahn, il n'y a pas besoin des ultraorthodoxes pour cela.

L'avenir, selon lui, montrera en effet que le sionisme, projet laïc qui voulait créer une nouvelle identité à tous les Juifs du monde, n'aura été qu'une parenthèse dans l'histoire du peuple juif. Et pour s'en convaincre, il suffit, dit-il, d'observer la métamorphose du paysage politique israélien et l'émergence de partis religieux comme le Shass qui compte l'essentiel de son électorat dans les populations juives sépharades défavorisées. "Les sépharades représentent 60% de la population, et la plupart sont religieux. La gauche et l'establishment ont échoué à les capter. Aujourd'hui, ils se réveillent. Et pendant ce temps, les jeunes laïcs partent tous en Europe ou aux Etats-Unis parce que la vie est meilleure là-bas. Il n'y a pas d'attentats, pas d'armée, il y a plus de possibilités professionnelles. Quel est l'intérêt pour un laïc de rester en Israël?"

Moti, 32 ans, vit à Ra'anana, à dix ki-

lomètres au nord de Tel-Aviv. Originaire d'Anvers, il connaît bien le milieu ultraorthodoxe pour y avoir grandi lorsqu'il vivait encore en Belgique. Désormais, il travaille dans le high-tech, un des secteurs les plus porteurs dans l'économie israélienne, et ne porte plus, comme signe de sa judéité, qu'une petite kippa qu'il porte en permanence, dans la rue comme au travail. "Beaucoup de gens sont comme moi: orthodoxes modernes ou simplement traditionnels", explique-t-il. "Ils observent les fêtes juives importantes, mangent peut-être kasher ou observent le shabbat, mais ça leur suffit."

Moti a effectué son service militaire dans le service du porte-parole de Tsahal, l'armée israélienne. Le fait que les ultraorthodoxes refusent d'effectuer leur service militaire est regrettable, dit-il, car l'armée est le creuset de l'intégration dans la société. Selon lui, ce choix ne s'explique pas par des motifs antipatriotiques mais simplement par le fait qu'ils estiment ne pas avoir de temps à consacrer à autre chose qu'à la prière et à l'étude des textes saints. "Ça commence toutefois à changer", explique-t-il. "Plusieurs programmes permettent désormais de combiner armée et études religieuses. Et pour ces jeunes qui sont souvent sans formation, mariés et avec enfants, c'est une vraie opportunité."

Le succès de ces programmes est encore marginal. "Il y a peut-être un petit millier de jeunes qui y est passé. Mais sur le plan du symbole, c'est très fort. Ça prouve que l'armée et la religion sont compatibles dans ce pays."

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française.

■ Israël | Série (6/6)

Irréversible ?

► La question des 750 000 colons de Cisjordanie et de Jérusalem-Est continue de parasiter le processus de paix et de ternir l'image d'Israël à l'étranger. En Israël même, l'opinion publique est divisée quant à l'issue à leur réserver. Mais les colons, considèrent, eux, être les derniers pionniers de l'histoire du pays.

Reportage Grégoire Comhaire
Envoyé spécial à Migron, Efrat et Alfei Menashe

Série

Les fractures d'Israël

Jamais loin de l'actualité, Israël renvoie souvent d'elle-même l'image d'une société unie et déterminée face aux menaces auxquelles elle doit faire face. Mais la réalité est autrement plus complexe. Société plurielle, composée de multiples groupes aux intérêts parfois antagonistes, Israël est aussi un pays traversé de multiples lignes de fracture internes qui posent parfois la question de l'existence d'un socle identitaire commun. Durant une semaine, "La Libre" vous propose une plongée dans cette société riche et complexe, à la rencontre des hommes et des femmes qui la composent.

Traversant la plaine côtière du nord au sud, la route numéro 6 permet de se déplacer rapidement d'une ville à l'autre sans subir les embouteillages, les croisements, et les feux de signalisation que l'on trouve sur toutes les autres routes du pays. Avec ses 4 bandes, et sa vitesse maximale limitée à 110 km/h, elle est la seule autoroute du pays et l'unique voirie payante d'Israël. Elle est connue sous le nom de "Trans-Israel Highway", ou encore "Yitzhak Rabin Highway" du nom de l'ancien Premier ministre travailliste, assassiné en 1995 à Tel-Aviv.

Le paysage est idyllique. Villas de bord de mer, digues bordées de palmiers et grandes exploitations agricoles... Le conflit meurtrier qui frappe la région depuis plus de soixante ans paraît bien lointain, voire inexistant. En approchant des villes de Tulkarim et de Qalqilya, il faudrait pourtant être aveugle pour ne pas remarquer ces miradors et ce mur de onze mètres de haut qui longe la bordure sur plusieurs kilomètres. Un mur érigé à partir de 2004 par Israël pour, selon le gouvernement, se protéger des attaques terroristes qui frappaient alors massivement son territoire.

Derrière ce mur imposant, c'est la Cisjordanie, ou la région de "Judée-Samarie" comme on dit ici. Avec la bande de Gaza, ce petit territoire de 5 860 km² forme ce que la communauté internationale nomme les "Territoires palestiniens". Une zone qui, en vertu des accords d'Oslo signés en 1993 par Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), doit théoriquement faire partie un jour d'un état palestinien indépendant.

Quelque trois millions de Palestiniens y vivent, de même que 750 000 "colons" israéliens, qui s'y sont installés de manière continue depuis 1968, un an après la Guerre des Six jours qui a amené Israël à s'en emparer.

Si les 20 000 colons de Gaza ont été complètement évacués sur décision unilatérale du gouvernement israélien en 2005, les quelque 150 implantations juives de Cisjordanie et de Jérusalem-est demeurent, parasitant depuis plus de vingt ans le processus de paix et contribuant de manière non négligeable à ternir l'image d'Israël à travers le monde.

Les Israéliens eux-mêmes, désireux de vivre en sécurité dans leur pays et en paix avec leurs voisins, sont profondément divisés quant à l'issue à donner à ces implantations. Pour certains, il s'agit ni plus ni moins d'"occupation" d'un territoire qui n'est pas destiné à faire partie de l'Etat juif. Leur démantèlement, pensent-ils, permettra de déboucher sur une paix durable avec ses habitants. Pour d'autres, elles contribuent à renforcer la sécurité du territoire israélien en élargissant ses frontières jugées très étroites, et donc très vulnérables par endroits. Mais, pour nombre de ceux qui y vivent, il s'agit tout simplement de poursuivre la grande histoire initiée par les pères fondateurs au siècle dernier: celle du retour du



peuple juif sur la terre qui l'a vu naître, et dont il a perpétué la mémoire à travers les siècles.

Nadia Matar fait partie de ces Israéliens qui se considèrent comme acteurs directs de ce grand idéal. Née à Wilrijk, dans la province d'Anvers, en 1966, elle décide à l'âge de 21 ans de faire son "Alyah" et tire un trait définitif sur le confort de la vie belge pour aller vivre en Israël. Nous sommes en 1987. Avec son mari, pas question alors d'aller vivre à Tel-Aviv, ou d'aller couler des jours heureux le long d'une plage. "Nous voulions faire partie de l'Histoire du peuple juif", explique Nadia Matar. "Et cette histoire, c'est en Judée et en Samarie qu'elle se joue. A Tel-Aviv, tout est installé et embourgeoisé depuis longtemps. Ici, nous avons vraiment la possibilité d'être des pionniers."

La jeune Belge et son mari s'installent donc à Efrat, une colonie située sur une colline au sud de Bethléem, et à vingt kilomètres de Hébron. Avec ses petits pavillons aux toits rouges, et son implantation au sommet d'une colline, Efrat, comme sa voisine d'en face Elazar, est un exemple parfait des colonies israéliennes qui parsèment la Cisjordanie.

A l'époque, la vie y est relativement calme pour ses habitants. Pour se rendre à Jérusalem, il faut emprunter la vieille route 60, qui traverse la ville palestinienne de Bethléem, où Nadia Matar a alors l'habitude d'aller faire son marché. "Dans les années 80, on ne parlait pas d'état palestinien. L'OLP était considérée une organisation terroriste et toute la Judée-Samarie était vouée à être annexée par Israël", poursuit Nadia Matar. Quelques années plus tard, les accords d'Oslo sont signés. Israël et l'OLP se reconnaissent mutuellement et conviennent ensemble de diviser la Cisjordanie en trois zones: les zones A (confiées à une "Autorité palestinienne", instituée au même moment), les zones B (dont les affaires civiles sont confiées à l'Autorité palestinienne mais dont la sécurité demeure entre les mains de l'armée israélienne) et les zones C (entièrement sous contrôle israélien). On annonce alors un démantèlement prochain des colonies et le retour sur la fameuse "Ligne verte": les frontières de l'Etat d'Israël jusqu'à la veille de la Guerre des Six jours. Pour Nadia Matar, c'est une véritable trahison. "Je n'aurais jamais cru que Rabin serait capable de ça", dit-elle.

Avec sa belle-mère et d'autres femmes issues des colonies de la région, elle fonde alors "Women in green", un mouvement opposé au retour d'Israël sur la Ligne verte. Pour elles, Israël doit exercer pleinement sa souveraineté sur les territoires conquis en 1967. "Nous sommes ici chez nous sur la terre de nos ancêtres", poursuit Nadia Matar. "Bethléem, c'est le lieu où se trouve le Tombeau de Rachel. Hébron, c'est le lieu du Tombeau des patriarches. Il faut annexer la Judée et la Samarie et donner la citoyenneté israélienne à tous les Arabes qui y vivent, pour autant qu'ils soient loyaux à l'Etat. La création d'un Etat palestinien est un danger pour Israël mais aussi pour tout l'Occident car ils ne s'arrêteront jamais à ces frontières. Leur but ultime, c'est la destruction de l'Etat d'Israël et l'expulsion de tous les Juifs de la région."



Les colonies juives parsèment les territoires palestiniens.

Si les colons traversaient autrefois aisément les villes et villages palestiniens, ce n'est plus du tout le cas aujourd'hui. Désormais, des "by-pass road" relient les colonies entre elles en contournant les zones A et B, sous protection de l'armée. Dans le même temps, les déplacements en Cisjordanie sont devenus un véritable casse-tête pour les Palestiniens qui doivent parfois effectuer des détours considérables et patienter des heures à des check-point militaires pour parcourir quelques kilomètres entre deux villages.

Ces checkpoints ("Machsom" en hébreu), et la condition des Palestiniens qui les traversent au quotidien ont éveillé l'attention il y a onze ans d'un groupe de femmes israéliennes. Ensemble, elles ont décidé d'aller s'y poster tous les jours afin d'y observer le comportement des soldats envers les Palestiniens et de rédiger des rapports qu'elles envoient aux autorités militaires.

Leur organisation, "Machsom Watch", compte plusieurs centaines de membres (toutes des femmes) à travers le pays. Plus qu'une organisation militante pour les droits de l'Homme, elles veulent avant tout sensibiliser leurs compatriotes aux conséquences de "l'occupation de la Cisjordanie" qui, disent-elles, alimente la haine des Palestiniens à l'égard d'Israël et "mine la société israélienne de l'intérieur".

Aujourd'hui, Daniela, l'une des bénévoles de Machsom Watch, a décidé d'emmener un groupe de Tel-Aviv près de la colonie d'Alfei Menashe. Fondée en 1983, Alfei Menashe est la voisine juive de la ville palestinienne de Qalqilya et du village de Hable. Pour s'y rendre depuis Tel-Aviv, il suffit de prendre l'auto-

route 6, de sortir à l'embranchement de Neve Yamin et de foncer sur la route 55, qui sépare les deux localités arabes, jusqu'à l'entrée de la colonie.

Pour les villageois de Hable par contre, les déplacements sont loin d'être aussi aisés. Séparés de leurs champs par de long fils barbelés surveillés par l'armée, ils ne peuvent y accéder que moyennant un permis délivré par les autorités militaires. Le check-point qui y donne accès ouvre trois fois par jour à heure fixe, et les Palestiniens qui le franchissent pour aller cultiver leur champ sont fouillés, et contrôlés, à l'entrée comme à la sortie. "Nous n'avons pas de problème à établir une frontière entre Israël et les Palestiniens", explique Daniela. "Tous les Etats du monde ont des frontières et Israël a le droit de protéger son territoire. Mais là, il ne s'agit pas d'un point de frontière. Il s'agit d'un checkpoint entre un village palestinien et un champ palestinien. Quel est l'intérêt de ce check-point sinon la protection de la colonie toute proche?"

Le tour continue et s'enfonce plus en profondeur sur les routes de Cisjordanie. Entre Naplouse et Jérusalem, les groupes de pavillons aux toits rouges se succèdent, tissant petit à petit sur les collines, un maillage d'habitations si dense, qu'on peine à imaginer qu'il puisse être démantelé. "La plupart des implantations ont commencé par ce qu'on appelle un 'outpost'", explique Miri Maoz-Ovadia, chargée de relations publiques du Yesha, le conseil qui regroupe les localités israéliennes de Judée et de Samarie, et autrefois de Gaza. "Il y a d'abord quelques personnes qui s'installent sur une colline dans des caravanes. Puis petit à petit les caravanes sont reliées à l'électricité depuis la localité voisine. Enfin on construit des maisons en dur et l'outpost finit par devenir une localité à part entière."

De nouveaux "outposts" continuent de se créer chaque année en dépit des condamnations de la communauté internationale, de la désapprobation

d'une grande partie de l'opinion publique israélienne et, parfois, de décisions de justice. C'est le cas de Migron, une colonie jugée illégale par la justice israélienne et dont la Cour suprême a ordonné le démantèlement d'ici le 1^{er} août. En haut de la colline pourtant les caravanes ont déjà l'électricité et dix maisons en dur sont déjà sorties de terre. "Tout le monde est ici par idéologie", poursuit Miri Maoz-Ovadia. "Nous avons une connexion avec cet endroit car c'est ici que nous avons nos racines, pas à Tel-Aviv ou sur la côte."

Daniela, elle, continue de se battre contre cette logique qui a, selon elle, transformé son pays en puissance occupante. "La ligne verte sépare un régime civil d'un régime militaire", dit-elle. "L'occupation ruine la société israélienne. Elle conduit nos jeunes à humilier un autre peuple et bloque toutes nos chances de vivre un jour en paix, côte à côte". Inlassablement, elle continue ses tours, espérant rallier nombre de ses compatriotes à sa cause et amorcer le changement. "Je le fais en mémoire de mes parents qui ont fondé ce pays et qui n'auraient jamais voulu le voir évoluer comme cela."

Le démantèlement des colonies de Gaza a provoqué un véritable traumatisme chez les colons et les soldats qui y ont participé. "Eux ils sont du sable, et nous nous sommes des montagnes", avertit Nadia Matar pour prévenir qu'aucun d'entre eux n'est prêt à se laisser faire s'il venait à un gouvernement israélien l'idée de tenter la même aventure en Judée-Samarie. Et vu la toute autre ampleur que prendrait une telle opération, on peut légitimement se demander quel gouvernement oserait s'y risquer.

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française.